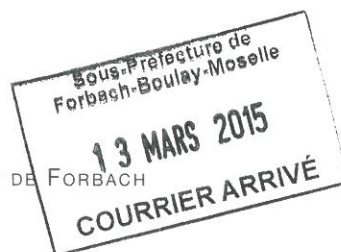




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE - ARRONDISSEMENT DE FORBACH

**EXTRAIT DU COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**



CONSEILLERS ELUS	CONSEILLERS EN FONCTION	CONSEILLERS PRESENTS	CONSEILLERS ABSENTS
29	29	20	09

Séance du 5 mars 2015, sous la présidence de Monsieur Laurent KLEINHENTZ, Maire,
à la suite de la convocation adressée à l'assemblée le 27 février 2015.

PRESENTS : Mmes LUZIK - TUSCHL - PERLINSKI - EPOQUE - ANANICZ - FRANGIAMORE -
RUSSELLO - HARRATH - NASROUNE.

MM. KLEINHENTZ - LAUER - ANELLO - GERARD - BERBAZE - GIGLIA -
PODBOROCZYNSKI - USAI - MENIAIA (à partir du point n° 7) - SATILMIS - RAHAOUI -
GULDAL.

PROCURATIONS : M. ELHADI qui a donné procuration à M. KLEINHENTZ.

ABSENTS EXCUSES : Mmes GARELLI - CHEBLI - YILDIRIM - Mlle ADAMY - MM. N'DIAYE - DEL
MANCINO.

ABSENTE : Mme STIRTZINGER.

20 - DROIT DE PREMPTION URBAIN

M. le Maire informe que l'article L 211-1 du Code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées
d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé, d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou
d'urbanisation future définies par ce plan, un droit de préemption.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation
d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Les dispositions prévues par le Code de l'urbanisme dans les articles L.210-1, L.211.1 et suivants, et
L.213-1 et suivants précisent que :

- le Droit de Préemption Urbain ne peut s'exercer que pour la réalisation des opérations d'aménagement
prévues à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme ou pour constituer des réserves foncières pour ce
faire ;
- la décision d'institution appartient à la commune qui peut décider de déléguer son droit de préemption
à l'Etat, à un établissement public y ayant vocation ou à une Société d'Economie Mixte
concessionnaire d'une opération d'aménagement (L.213-3) :
 - soit pour tout ou plusieurs parties des zones concernées,
 - soit à l'occasion de l'aliénation d'un bien ;
- lorsqu'un lotissement a été autorisé ou une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) créée, la commune
peut décider d'exclure du champ d'application du droit de préemption urbain, la vente des lots issus
dudit lotissement ou les cessions de terrains par la personne chargée de l'aménagement de la zone
d'aménagement concernée.

Le conseil municipal, après exposé de M. KLEINHENTZ et délibération, décide d'instituer un droit de
préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines U et AU.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.



Le Maire
Laurent KLEINHENTZ

DCM certifiée exécutoire compte tenu de sa publication et de sa transmission en Sous-Préfecture de
Forbach le 11 mars 2015.